

## **Protocole d'accord politique en vue de la constitution d'une liste unitaire**

### **aux régionales de mars 2010 REGION BRETAGNE**

De partout, venus de la droite au pouvoir, les coups pleuvent sur l'immense majorité de la population, sur fond de désastre écologique programmé et de régime politique liberticide. A gauche, les orientations sociales-libérales ont fait des ravages et provoquent silences, paralysies et compromissions sur la plupart des questions politiques, démocratiques, sociales et écologiques.

L'unité est nécessaire et essentielle. Elle se réalise déjà dans les luttes sociales avec l'ensemble des forces de la gauche antilibérale et anticapitaliste. Nous nous prononçons pour la constitution au premier tour d'une liste unitaire regroupant toute la gauche antilibérale et anticapitaliste.

En conséquence, les représentants du NPA Bretagne, du Parti de Gauche des Côtes d'Armor de l'AdOC et, des militants du Parti de Gauche des autres départements bretons, des objecteurs de croissance, des syndicalistes, des militants associatifs se sont réunis à Pontivy pour construire une liste commune à l'occasion des prochaines élections régionales.

Nous voulons rassembler autour d'un projet donnant la priorité à nos vies par la réponse aux besoins sociaux, écologiques et démocratiques, contre les logiques capitalistes, libérales et productivistes.

Nous ne voulons pas d'une alternance sans changement, nous ne voulons pas gérer le système en nous contentant de le tempérer sur le plan social et écologique. Nous voulons porter un programme de rupture, décliné en mesures régionales, en lien avec les mouvements sociaux.

Nous voulons tourner la page des politiques de renoncement qui dilapident l'argent public pour les intérêts privés. Cela suppose de ne pas se laisser enfermer dans le carcan budgétaire et institutionnel qui risque de se durcir encore avec la réforme territoriale annoncée. Il s'agit de mobiliser les fonds publics dans le strict intérêt des classes populaires et dans le cadre d'un plan conséquent de lutte contre le réchauffement climatique.

Cela passe notamment :

- par l'arrêt de toute subvention, au patronat, aux lycées privés confessionnels, à la formation professionnelle contrôlée par le Medef
- par la récupération des fonds publics versés aux entreprises qui ont licencié
- par la mobilisation des fonds publics pour l'emploi public territorial statutaire pour le développement du service public de formation professionnelle, les lycées publics
- par le développement des services publics de transports gratuits
- par l'abandon immédiat de projets inutiles, au coût exorbitant et écologiquement nuisibles comme la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes
- par la rupture avec le modèle agricole productiviste, afin d'amorcer la dépollution des sols, des eaux, et de régler le problème des algues vertes.

Notre alliance se pose en alternative de la recombinaison rose/orange/verte au centre qui s'affirme, pour imposer des politiques de transformation sociale, à la place des politiques d'accompagnement des « réformes » imposées par les tenants du néo-libéralisme.

Nous ferons tout pour battre la droite et sa politique dans les élections comme dans les mobilisations populaires. Nous nous engageons à faire barrage à la droite au second tour.

C'est pourquoi, à l'issue du premier tour, nous proposerons au Parti Socialiste et à Europe Ecologie de procéder à la fusion démocratique de nos listes.

Il s'agira alors de constituer une liste à la proportionnelle de nos résultats respectifs du premier tour, sans chercher un accord programmatique au rabais scellé en quelques jours. En effet, cela ne ferait qu'invalider notre présence indépendante au premier tour et nous engagerait à assumer une solidarité de gestion pour toute une mandature.

Bien au contraire nous nous engageons à ce que nos éluEs conservent leur entière liberté de vote. Avec la même liberté, celles/ceux-ci voteront POUR les mesures positives, et il/elle/s voteront CONTRE toutes les mesures d'accompagnement des politiques libérales.

La possibilité de participer aux exécutifs régionaux dépend donc des rapports de force politiques et sociaux qui conditionnent la politique qui pourrait y être réellement mise en œuvre. Nous avons la volonté d'appliquer les points essentiels de notre programme, pas de faire le contraire de ce pourquoi nous sollicitons les suffrages des électeurs.

Nous refuserons donc de participer à un exécutif dominé par le PS ou Europe Ecologie qui mènerait une politique libérale conforme aux exigences du patronat et de l'Union Européenne. Nous refuserons bien évidemment toute alliance avec le Modem ou une quelconque organisation de droite.

Notre campagne, comme notre politique si nous sommes éluEs, aura pour objectif de permettre aux travailleurSEs et aux classes populaires d'imposer leurs exigences contre la politique du patronat et de la droite, et de porter ces exigences au conseil régional.

Nous souhaitons maintenant faire avancer la constitution de notre liste et élaborer ensemble un programme porteur d'une alternative politique, sociale, écologique et démocratique, à l'occasion de ces élections régionales en Bretagne.

Pontivy, le 10 décembre 2009